

Sortir du piège américain de l'opposition OTAN – Russie.

Préalable indispensable à l'émergence de l'Europe politique.

Introduction

À l'heure où le monde en crise économique profonde est le théâtre d'importantes évolutions politiques, climatiques, démographiques et migratoires, et où pointent de nouvelles confrontations entre les deux grandes puissances mondiales, Chine et États-Unis, ainsi qu'entre puissances régionales émergentes, l'Europe peine pour faire entendre sa voix.

Forte économiquement mais beaucoup plus faible politiquement elle est quasiment inexistante en tant que puissance militaire, en particulier face à la confrontation qui s'annonce entre les États-Unis et la Chine.

Conscients de ces faiblesses et voulant accéder à ce statut, certains pays européens essaient depuis quelques années de se doter des moyens et structures, militaires et politiques, propres à lui assurer non seulement son autonomie de décision, mais aussi un poids politique en rapport avec son poids économique et démographique.

Ainsi, plusieurs initiatives ont vu le jour au sein de l'Union européenne depuis le milieu des années 90, au nom de la Politique Européenne de Sécurité et de défense Commune (PESC) avec notamment :

- La mise sur pied d'un état-major de gestion de crise,
- La création de l'Agence Européenne de Défense pour l'Armement (AED)
- Le fond européen de défense (FED) ;

Par ailleurs, depuis l'élaboration du document initial de la Stratégie Européenne de Sécurité et de Défense (SESD) , beaucoup d'eau a coulé sous les ponts, et de nombreuses idées et études ont circulé pour essayer d'élargir au-delà des seules missions dites « de Petersberg », le champ des compétences de défense de l'Union Européenne, débouchant en particulier sur :

- la décision de créer une Coopération Structurée permanente (CSP), ou encore
- L'Initiative Européenne d'Intervention (IEI),

dans le but de lui donner une plus grande autonomie de décision et de conduite d'opérations extérieures.

De même le traité d'Aix-la-Chapelle signé récemment entre la France et l'Allemagne et les déclarations communes de nos deux dirigeants en vue d'une armée européenne sont autant d'efforts allant dans le même sens, celui d'une prise en mains par l'Europe de sa propre défense, en la dotant des moyens militaires et des structures nécessaires à cette mission.

Toutefois, même si ces initiatives vont dans le bon sens, il est clair qu'après après s'être reposée pendant plus de 70 ans sur les États-Unis pour assurer sa sécurité, l'Europe a encore devant elle un chemin assez long et pavé d'embûches pour se libérer de la sujétion, voire de la soumission dans laquelle elle s'est volontairement placée vis à vis de son grand allié américain.

Si cette soumission pouvait se justifier face à la menace du Pacte de Varsovie, la disparition de ce dernier et la dissolution de l'Union soviétique au début des années 90 changèrent complètement la donne, puisque l'OTAN perdant alors sa mission essentielle de défense de l'Europe, perdait du même coup sa raison d'être, ce qui aurait dû conduire ipso-facto à sa dissolution.

Mais c'était sans compter avec les habitudes confortables acquises des deux côtés de l'Atlantique, car, au contraire, l'OTAN sous l'impulsion des États-Unis et avec l'accord des européens enthousiastes se lança dans une politique d'autojustification tous azimuts, aux conséquences potentiellement dangereuses pour l'Europe comme nous le verrons ci-après.

En effet, pour les pays membres européens de l'alliance, (à l'exception notable de la France qui s'efforça dès 1991 de redonner vie à l'UEO), une telle dissolution aurait signifié de prendre véritablement en mains leur propre défense, avec le courage politique et financier que cela impliquait, et surtout pour les États-Unis elle aurait entraîné une sérieuse perte d'influence politique, sur le continent ouest-européen, avec de non négligeables retombées économiques notamment en matière de vente d'armements.

C'est bien pourquoi aujourd'hui tout reste à faire, si l'Europe veut atteindre le statut véritable de puissance militaire et politique indépendante des États-Unis, alliée mais non soumise.

La présente analyse n'a pas pour ambition à ce stade de proposer telle ou telle solution pour donner à l'Europe ce statut de puissance autonome, tant le problème est complexe (tant politiquement que militairement) et les options possibles multiples : profonde refonte (voire dissolution ?) de l'Alliance atlantique, élaboration d'une Alliance européenne, Confédération européenne, création d'un noyau permanent européen, structure permettant des coalitions ad hoc, etc.

Elle se propose en revanche, de mettre en lumière l'urgence qu'il y a pour l'Union Européenne à sortir du double piège dans lequel elle s'est laissée enfermer à la fois par la géopolitique de l'OTAN et celle des États-Unis, si elle veut acquérir un véritable poids politique et militaire, et ceci quels que puissent être la forme et le modèle futurs d'une possible Europe véritable puissance politique.

Le mécanisme américano-otanien de création artificielle de « l'ennemi russe » par provocation-réaction qui depuis 20 ans a déjà dangereusement fait rebasculer le continent européen vers une « paix froide », en attendant une nouvelle guerre froide, doit être stoppé d'urgence.

Au sein de l'Union Européenne, seule la France, aidée de l'Allemagne, peut et doit prendre des initiatives fortes, voire disruptives, pour tendre la main à la Russie afin de convaincre nos partenaires « soumis à l'OTAN », de la ramener à un véritable partenariat avec l'Europe.

Face aux menaces grandissantes dans ses approches sud, l'Europe, n'a pas besoin de se créer une nouvelle menace à l'est. La véritable sécurité de l'Europe ne se fera qu'avec la Russie et non pas contre elle.

Le piège de l'OTAN.

La réunification allemande fut scellée le 12 septembre 1990 par le Traité de Moscou, appelé «2 + 4» (RFA, RDA + France, Royaume Uni, USA, URSS). Pour permettre à l'Allemagne de retrouver sa souveraineté pleine et entière, il prévoyait le retrait de toutes les forces soviétiques, en échange entre autres, du renoncement par l'Allemagne à la possession de toute arme de destruction massive par les deux clauses suivantes :

- Art 3 « ... [l'Allemagne s'engage à] ... la renonciation à la fabrication, à la possession et au contrôle d'armes nucléaires, biologiques et chimiques .. »
- L'Art 5 quant à lui stipule que les forces de l'OTAN pourront ensuite stationner dans la partie-est de l'Allemagne mais s'engagent à ne pas faire stationner d'armes nucléaires après l'évacuation de l'ex RDA par les troupes soviétiques.

De plus, l'Allemagne (Helmut Kohl) et les États-Unis (George H W Bush), pour obtenir l'accord de Mikhaïl Gorbatchev de l'entrée de l'Allemagne de l'est dans l'OTAN, s'engagèrent (oralement) vis-à-vis de la Russie à ne pas étendre l'OTAN plus à l'est, au-delà des frontières de l'Allemagne réunifiée.

Or, tout au contraire, sous l'impulsion des États-Unis, l'OTAN s'empressa d'oublier les assurances données à la Russie, et adopta dans la foulée une stratégie beaucoup plus offensive évidemment ressentie comme agressive par la Russie, selon deux axes principaux :

- Lancement de son processus d'élargissement (Conseil de Coopération de l'Atlantique Nord, Partenariat pour la paix, etc.)
- Redéfinition et renforcement de son rôle et élargissement de ses missions hors de ses frontières (maintien de la paix, etc.)

L'élargissement de l'OTAN : « A la conquête de l'Est » ...

...ou comment repousser et isoler la Russie en entraînant l'Europe dans la manœuvre.

1991 : L'encre du traité de Moscou à peine sèche, et avant même l'institution de l'UE (ce point est à noter), c'est l'OTAN qui est à la manœuvre pour fixer lors du sommet de Rome un certain nombre de critères auxquels devront se conformer les premiers candidats à l'adhésion (Pologne, Hongrie, République Tchèque et Slovaquie).

Il est particulièrement intéressant de noter que certains critères vont très souvent « préempter » ceux, très similaires que l'UE imposera aussi à ses futurs candidats.

En effet, sortant de son rôle essentiellement militaire et de défense, l'OTAN va désormais se comporter en référence morale et fixer ce qu'elle entend par « bonne conduite » en matière d'économie (libéralisation des marchés), de régimes politiques (formes de démocratie, multipartisme, minorités...), de droits de l'homme, de contrôle démocratique des forces armées, etc...

Autant de critères qui seront évidemment repris par l'UE au cœur même de sa construction mais pour lesquels l'OTAN aura souvent joué le rôle de filtre préalable, voire de matrice.

Il est en effet remarquable de noter que dans la très grande majorité des adhésions, la chronologie montre bien que soit l'OTAN précède l'UE, soit il y a quasi-synchronisation, faisant de l'UE, nolens volens et en caricaturant à peine, « l'annexe économique » de l'OTAN. De facto, pour les pays candidats, leur acceptation par l'OTAN prépare leur ticket d'entrée dans l'UE comme le montrent les calendriers respectifs d'adhésion :

Hongrie, Pologne, République Tchèque : OTAN en 1999 suivi de l'UE en 2004,

Estonie, Lettonie, Lituanie, Slovaquie, Slovénie : OTAN et UE synchronisés en 2004,

Bulgarie, Roumanie : OTAN en 2004 puis UE en 2007,

ou encore Croatie : OTAN en 2009 puis UE en 2013.

Certes « comparaison n'est pas raison », mais ce parallélisme, tant du calendrier que des conditions d'admission n'a fait que renforcer une certaine osmose UE/OTAN déjà préexistante : était-ce l'OTAN qui entrait dans l'UE ou l'UE dans l'OTAN ?

Et de fait, il apparaît qu'à partir des années 2000, malgré une tentative de rapprochement de la Russie, l'OTAN en repoussant la main tendue par Medvedev, fut suivie par l'UE qui lui emboîta le pas, de sorte que ces deux organisations apparurent de facto complémentaires dans leurs politiques de pressions, interventions, sanctions et de marginalisation de la Russie.

C'est ainsi, comme nous le verrons, que depuis le début de ce siècle l'UE - soit en tant que telle, soit à travers un certain nombre de ses pays membres - va se trouver associée, qu'elle le veuille ou non, aux politiques interventionnistes otaniennes et américaines, en Europe comme hors de Europe, aboutissant finalement à la restauration de la « bonne vieille menace russe », indispensable à la survie de l'OTAN et au maintien de l'Europe sous tutelle américaine.

Interventions et maintien de la paix : l'OTAN sort de ses frontières.

Kosovo : l'OTAN décide sans mandat de l'ONU, l'Europe suit, la Russie est humiliée.

Après avoir permis le démantèlement pacifique de l'URSS, la Russie se trouva très diminuée tant économiquement que militairement, et confrontée à la résolution des énormes problèmes ainsi laissés dans tout l'ex-espace soviétique par la perte soudaine de sa zone tampon à l'ouest et la présence d'importantes minorités russes hors de ses nouvelles frontières.

La Russie considéra que sa « victoire » sur le système soviétique, et la paix qu'elle offrait ainsi au monde, justifiait le prix élevé qu'elle était en train de payer, mais pensa tout naturellement être en droit d'espérer en retour l'aide de l'occident pour son redressement.

Malheureusement les occidentaux sous l'influence des États-Unis fidèles à leur obsession antirusse, en firent une toute autre interprétation, n'y voyant qu'une victoire sur la Russie, qu'il fallait exploiter rapidement et le mieux possible.

S'appuyant sur son nouveau rôle (auto-proclamé) de maintien de la paix, l'OTAN instrumentalisée par le grand frère américain et avec la bénédiction morale de l'Europe au nom des droits de

l'homme et de la démocratie, inventa le concept d'ingérence humanitaire, qui va lui permettre diverses interventions de déstabilisation, voire de guerre, qui le plus souvent aboutiront « in fine » à humilier, isoler ou stigmatiser la Russie et si possible la pousser à la faute, que l'on s'empressera alors de dénoncer et de transformer en menace pour la paix, justifiant ainsi le renforcement de l'OTAN .

Le schéma classique pour justifier ces guerres humanitaires sera toujours du type : campagnes médiatiques intenses – le plus souvent mensongères - avec indignation sélective et mobilisation des opinions publiques occidentales permettant de tordre le bras aux gouvernements alliés de l'OTAN, puis participation de ceux-ci à des coalitions à géométries variables.

S'affranchissant si besoin est, de l'accord de l'ONU, leurs résultats pourront être désastreux tant politiquement qu'en termes de pertes humaines, mais l'OTAN visera toujours, au fil de ses interventions à éloigner la Russie de l'Europe par la mise en œuvre de cette spirale d'autojustification. A cet égard, la guerre du Kosovo constitue véritablement un cas d'école.

Guerre du Kosovo : un monument de désinformation, de mensonge et de manipulation.

Le 24 mars 1999, treize États membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), dont les États-Unis, la France et l'Allemagne, bombardaient la République fédérale de Yougoslavie pendant 78 jours.

Cette guerre fut déclenchée sur le fondement d'un vaste mensonge médiatique pour « chauffer » l'opinion des populations occidentales et les amener à adopter la position de l'OTAN.

D'abord la campagne de désinformation.

Les journaux les plus sérieux comme certaines chaînes de télévisions, n'hésitèrent pas à accuser les serbes de génocide : ils [les Serbes] commettent un « *génocide* », « *jouent au football avec des têtes coupées, dépècent des cadavres, arrachent les fœtus des femmes enceintes tuées et les font griller* », selon le ministre de la défense allemand, dont les propos furent repris par les médias ; ils ont tué « *de 100 000 à 500 000 personnes* » (TF1, 20 avril 1999), incinéré leurs victimes dans des « *fourneaux, du genre de ceux utilisés à Auschwitz* » (*The Daily Mirror*, 7 juillet).

De même fut présenté dans les médias occidentaux (par l'inspecteur général de la Bundeswehr) un prétendu plan serbe « Potkova » (fer à cheval) prévoyant l'épuration ethnique des Kosovars dès 1998, qui influença fortement l'opinion publique, en vue de permettre l'engagement de l'Allemagne. La diffusion de ce document par l'Allemagne, en avril 1999, servit de prétexte à l'intensification des bombardements. Dans cette affaire, les principaux désinformateurs furent les gouvernements occidentaux, l'OTAN ainsi que les organes de presse les plus respectés en Europe. Or ce plan se révéla après la guerre être un faux fourni à l'OTAN par les services bulgares !

Puis le casus-belli : Racak ou la fabrication du coupable idéal, la Serbie.

Dans le village de Racak, au Kosovo, 45 cadavres sont découverts début 1999. Cette découverte immédiatement transformée par les médias occidentaux en un massacre de civils albanais attribué

aux forces serbes, suscite l'indignation mondiale, et sert de prétexte pour justifier le bombardement de la Yougoslavie. L'OTAN tenait enfin là son casus-belli.

Étant personnellement à l'époque des faits, responsable des inspections de désarmement des différentes parties belligérantes en ex-Yougoslavie (accords de Dayton-Paris) dont la Serbie, je me souviens des doutes que nous avons eus immédiatement, avec les responsables de nos équipes d'inspecteurs sur le terrain, quant à la responsabilité serbe dans ce massacre dont la mise en scène macabre nous paraissait être une manipulation d'origine douteuse (d'après certaines mutilations « codées » elle semblaient plutôt être la signature de maffias albanaises) ; mais nous n'avions aucune certitude.

Une enquête fut confiée à une finlandaise de renommée mondiale.

A la tête d'une équipe d'enquêteurs internationaux, la Dr Helena Ranta spécialiste de médecine légale fut rapidement soumise, par le biais de sa hiérarchie, à de fortes pressions américaines pour accréditer la fausse version de la culpabilité serbe dans cette affaire.

En effet, William Walker, le chef américain de la mission de l'OSCE au Kosovo pendant l'hiver 1998-1999, furieux des conclusions de son rapport, qui n'avaient pas utilisé "un langage suffisamment convaincant" à propos des atrocités serbes, intervint auprès du ministère finlandais des Affaires étrangères afin qu'on exige d'elle "des conclusions plus approfondies".

Il fallait absolument qu'elle prouve que les coups de feu ayant tué les victimes étaient les coups de grâce d'une exécution. L'objectif des États-Unis était d'aider la guérilla séparatiste albanaise (l'UCK) et de mettre en scène un massacre attribué aux Serbes pour permettre l'intervention militaire des Occidentaux contre la Serbie, alliée et amie de la Russie.

Helene Ranta avait donc été finalement obligée de déclarer à la presse "oui, il s'agit bien d'un crime contre l'humanité".

Et enfin la guerre.

Pour l'OTAN, la guerre consista entre mars et mai 1999 en 78 jours d'opérations, donnant lieu à plus de 58 000 sorties aériennes essentiellement dirigées sur des infrastructures de la Serbie.

Celle-ci fut finalement contrainte d'accepter en juin le plan de paix qui lui fut imposé et dut retirer ses troupes du Kosovo, qui fut placé sous surveillance internationale de la KFOR ONU/ OTAN.

Les conséquences pour l'Europe et pour le monde.

Cette guerre du Kosovo eut plusieurs conséquences :

- Elle humilia la Russie en la plaçant devant le fait accompli de la perte par son alliée la Serbie, d'une province le Kosovo, qui déclara unilatéralement son indépendance en 2008 (d'ailleurs aussitôt reconnue par les États-Unis et nombre de pays européens).
- Elle démontra que l'OTAN pouvait s'affranchir des Nations-Unies pour dire le droit et déclencher la guerre, voire ensuite instrumentaliser l'ONU pour la gestion de la crise ainsi provoquée (KFOR /ONU),

- Elle légitima l'atteinte au principe de souveraineté des états et de l'intangibilité des frontières (la Russie saura s'en souvenir lorsqu'elle annexera la Crimée (sans bombes et sans tirer un coup de feu),
- En affaiblissant ainsi le multilatéralisme de l'ONU, au bénéfice de l'unilatéralisme américain, elle rapprocha la Russie de la Chine (dont l'ambassade à Belgrade avait été bombardée), et ce fut la création de l'Organisation de Coopération de Shanghaï, l'OCS en juin 2001.

Plus fondamentalement, l'OTAN ainsi désinhibée put tirer profit de la faiblesse momentanée de la Russie, pour étendre son élargissement dès le début des années 2000, jusqu'aux frontières de la Russie et se renforcer militairement, créant ainsi un véritable cordon sanitaire.

Il était effectivement plus facile d'utiliser la crainte – certes tout à fait compréhensible – que pouvait inspirer la Russie chez les pays baltes, en les transformant aussitôt en «bouclier face à l'Ours russe».

Dans le même esprit les occidentaux, au lieu d'aider l'OSCE à gérer avec la Russie, et non pas contre elle, les vastes problèmes légués par la chute de l'empire soviétique, soutinrent les «révolutions de couleur» en 2003 en Géorgie et en 2004 en Ukraine afin de mettre en place des dirigeants pro-occidentaux, et sortir ces pays de l'orbite russe.

Pour tenter de rompre cette dynamique tendant à l'étrangler, jusqu'à son cœur historique l'Ukraine, sa « vieille Russie », la Russie proposa en juin 2008 un nouveau « Pacte de sécurité européen » qui visait à régler les conflits non résolus à l'est de l'Europe (Transnistrie, Abkhazie, Ossétie du Sud), en échange d'une certaine neutralité de la Géorgie, de l'Ukraine, de la Moldavie - c'est à dire de son immédiat « hinterland » - vis-à-vis de l'OTAN.

De plus, en vue de préserver l'équilibre de la dissuasion nucléaire avec les États-Unis au niveau le plus bas possible en Europe, la Russie visait aussi le règlement de la question du nucléaire iranien, prétexte utilisé par les américains pour le déploiement de leur bouclier anti-missile en Europe, qui en réalité visait les missiles russes.

Globalement le projet prônait donc l'établissement d'un partenariat stratégique avec l'UE et l'OTAN, comprenant divers volets, militaires (désarmement conventionnel), économiques (approvisionnements énergétiques), droits de l'homme, etc.

Si la France se montra intéressée, l'UE ne suivit pas, et l'OTAN refusa la main tendue, préférant poursuivre sa politique d'isolement et d'étranglement de la Russie.

C'est ainsi que se sentant encouragée par l'OTAN, la Géorgie crut pouvoir régler par les armes en août 2008 les séparatismes ossète et abkhaze, et qu'en quelques semaines elle perdit la guerre face aux sécessionnistes soutenus par la Russie ; cette dernière montra ainsi que les occidentaux étaient allés trop loin et qu'elle entendait désormais se donner les moyens de son influence dans sa zone de sécurité immédiate.

L'affaire ukrainienne.

Déstabilisation soutenue par les occidentaux, coup d'état antirusse.

La Russie réagit en Crimée, l'ours devient enfin agressif et l'OTAN encore plus indispensable.

On était revenu désormais dans l'ère de la confrontation, comme l'OTAN le souhaitait. La stratégie de recherche de la confrontation avec la Russie en Europe était désormais bien établie et allait ainsi se poursuivre jusqu'à son point d'orgue avec l'affaire ukrainienne dite « Euromaïdan » dans laquelle l'UE et l'OTAN jouèrent en sous-main un rôle important.

Élu en 2005 dans la foulée de la « Révolution Orange » de 2004, le président Iouchtchenko très favorable à l'UE et à l'OTAN fut remplacé en 2010 par le président Ianoukovytch sur un programme plus favorable à la Russie. En 2013, l'Ukraine plombée par une dette (essentiellement gazière) de 17 milliards de \$ envers la Russie et en quasi-défaut de paiement, sollicita de l'UE un prêt de 20Mds \$ qui lui fut refusé.

Fin novembre 2013 la décision du gouvernement Ianoukovytch de ne pas signer l'accord d'association avec l'Union Européenne, déclencha de grandes manifestations sur la place de Maïdan, encouragées en particulier par l'Allemagne et officiellement soutenues par les États-Unis.

Malgré un accord trouvé avec la Russie sur le règlement de la dette mi-décembre, les manifestations pro-européennes s'amplifièrent sous le double effet d'une répression brutale d'un côté et d'un soutien de plus en plus actif de diverses ONG pro-européennes et américaines (dont l'Open Society Institute de Georges Soros entre autres) pour déboucher finalement sur la destitution forcée du président élu Ianoukovytch début 2014.

Cette destitution qui ne pouvait être perçue par la Russie que comme un véritable coup d'état destiné à faire sortir l'Ukraine – cœur déjà mentionné de la « vieille Russie » - de son influence et à achever son étranglement, déclencha une crise majeure aboutissant à la proclamation d'indépendance de la Crimée suivie de son retour à la Russie, et à la guerre civile entre l'armée ukrainienne et les rebelles pro-russes dans le Donbass.

Pour l'OTAN, la boucle d'autojustification sera désormais bouclée, et le rattachement de la Crimée à la Russie ainsi que la guerre dans le Donbass scelleront définitivement le sort de la Russie, que les occidentaux vont pouvoir enfin désigner à nouveau comme « la menace ».

Les États-Unis renforcent dans la foulée leur présence militaire en Europe, et les européens sont fermement « priés » d'augmenter leurs budgets militaires dans l'OTAN ...en achetant du matériel américain (« Honni soit qui mal y pense ») pour faire face à la menace russe.

Tout rentre dans l'ordre, il y a de nouveau un ennemi à l'est, et l'OTAN toujours sous commandement américain peut continuer à se renforcer aux frontières de la Russie, à s'y déployer pour montrer sa force. La Russie réagit symétriquement en renforçant sa présence militaire face à l'Europe, et la « paix froide » avec la Russie est désormais installée « en attendant mieux » avec la stratégie nucléaire américaine, comme nous le verrons.

L'unilatéralisme des États-Unis, danger stratégique pour l'Europe (et le monde).

Parallèlement à leur stratégie otanienne en Europe, les États-Unis dès le début des années 2000, préoccupés par la montée en puissance de la Chine, vont chercher à se donner « les mains libres »

vis-à-vis des contraintes internationales, en adoptant une stratégie générale de puissance tendant à s'affranchir des contraintes du multilatéralisme (ONU, OSCE) et de certains traités internationaux.

Parmi d'autres, deux axes de cette stratégie ont abouti à placer en particulier l'Europe dans une situation préoccupante pour sa sécurité. Nous limiterons donc ici notre propos à ces deux axes en considérant :

- La politique américaine en Irak soutenue par de nombreux états européens, dont il résultera in fine une division de l'Europe et une déstabilisation du Moyen-Orient avec un accroissement significatif de la menace terroriste sur le flanc sud de l'Europe,
- La stratégie des États-Unis de remise en cause des grands traités nucléaires avec la Russie, et l'utilisation de l'OTAN pour rompre l'équilibre nucléaire vis-à-vis de la Russie, rendant l'Europe otage d'un potentiel réarmement nucléaire général à sa frontière.

L'Irak après la 1^{ère} guerre du Golfe : Unilatéralisme américain, instrumentalisation et manipulation.

Placé sous embargo et sanctions économiques par l'ONU début 1991 à l'issue de la 1^{ère} guerre du Golfe, l'Irak a vu les restes de son arsenal d'armes de destruction massive (ADM) , détruits par les très nombreuses missions d'inspection de l'UNSCOM (United Nations Special Commission) , ininterrompues de 1991 à 1998.

Très intrusives et efficaces, ces inspections ont abouti - in fine - à la destruction quasi-totale, sous contrôle international de toutes les ADM qui avaient survécu aux 2 guerres précédentes de l'Irak (1980-88 contre l'Iran, et 1991 contre la coalition occidentale).

Quelques crises eurent bien lieu entre l'Irak et l'UNSCOM perçue par les irakiens comme de plus en plus arrogante, et surtout de plus en plus hostile voire provocante, comme par exemple, lorsque la commission exigea l'accès libre et sans préavis, aux différents palais présidentiels ; l'Irak dut finalement s'incliner, mais cette dernière exigence fut reçue comme une inutile humiliation supplémentaire.

Par ailleurs alors que certaines inspections prouvaient un bon comportement et certains réels efforts irakiens, elles étaient présentées au Conseil de Sécurité, de façon biaisée sous la pression américaine, avec une tonalité suffisamment négative pour que l'ONU n'autorise pas tel ou tel quota d'export de pétrole en échange de livraison de nourriture pour l'Irak comme le prévoyait la résolution « pétrole contre nourriture », et il apparut de plus en plus clairement que les États-Unis cherchaient à étrangler l'Irak (par l'embargo alimentaire), ce qui n'était pas le but de l'ONU.

Il devint bientôt patent que l'UNSCOM était assez largement instrumentalisée par les anglo-saxons (États-Unis, Royaume-Uni, en particulier) dans le but de poursuivre leur politique nationale de renseignement et surtout de démembrement de l'Irak au point que son chef, l'Australien Richard Butler, jugé un peu trop « coopérant » avec les américains, dut être remplacé en cours de mandat.

La fin des inspections provoquée par les États-Unis et son allié britannique.

Un exemple régulier de cette instrumentalisation de l'ONU au profit des buts de guerre anglo-américains, était le fait que lors de certaines missions, des inspecteurs (US ou UK) n'hésitaient pas à effectuer ostensiblement des pointages précis de coordonnées GPS sur telle ou telle porte de hangar, répertoriant ainsi un catalogue d'objectifs ou de sites militaires fixes (qui d'ailleurs furent plus tard frappés très précisément par guidage laser...).

L'établissement dès 1992 sans mandat de l'ONU de 2 zones d'exclusion aérienne (par UK, US, France) au nord du 36^{ème} parallèle et au sud du 33^{ème} dans le but officiel de protéger les kurdes au nord et les chiïtes au sud, fut en fait utilisée par les anglo-américains pour bombarder les infrastructures militaires irakiennes en préparation de l'offensive aérienne de décembre 1998.

Prétextant que l'Irak ne coopérait pas assez avec les inspecteurs de l'UNSCOM, les États-Unis et le Royaume-Uni déclenchèrent du 16 au 19 décembre 1998, l'opération « Desert Fox » débutant par une vaste campagne de bombardements massifs sur les objectifs militaires de l'Irak, de nouveau en dehors de tout mandat de l'ONU. Ce fut au point que l'UNSCOM fut avertie la veille au soir de quitter rapidement Bagdad avant l'aube ! Les équipes d'inspecteurs et le personnel de la commission quittèrent précipitamment le PC de Canal Hotel à Bagdad, et purent atteindre juste à temps, à l'aube, la frontière jordanienne avant le début des bombardements.

Le Conseil de Sécurité fut simplement « informé », en pleine séance, que les bombardements se déroulaient depuis le matin même ! Cette opération qui fit entre 1000 et 2000 morts irakiens, mit fin aux inspections de l'ONU, et fut suivie de la dissolution de l'UNSCOM par le Conseil de Sécurité.

Mais il fut allégué dans tous les médias occidentaux que c'était Saddam Hussein qui avait provoqué la fin des inspections ! Il n'est pas interdit de penser que comme les inspections ne trouvaient plus vraiment d'ADM en Irak, le « risque » d'une future levée des sanctions par l'ONU grandissait, et qu'il valait donc mieux bloquer le processus qui aurait pu prouver un Irak propre et débarrassé de ses ADM, ce que prouvera d'ailleurs la suite en 2003 !

Au bilan, une nouvelle fois, comme dans l'affaire du Kosovo, les États-Unis, avec leur allié britannique, s'affranchissaient de l'ONU et en particulier des 3 autres membres permanents du Conseil : France, Russie, Chine.

Une fois de plus, les européens (entre autres) qui avaient coopéré activement et loyalement à travers l'UNSCOM au désarmement de l'Irak en vue de rendre possible son retour normal dans la communauté internationale, se retrouvèrent, dans la perception d'une partie du monde arabo-musulman sunnite, associés en tant qu'occidentaux, à l'entreprise américaine de destruction de l'Irak ; on allait bientôt s'apercevoir que l'État Islamique saurait s'en souvenir.

Les deux autres membres permanents du Conseil de Sécurité, la Russie et la Chine, mis une fois de plus devant le fait accompli, protestèrent mais comprenant que seule la force serait respectée à l'avenir, ils décidèrent d'intensifier leur coopération (en particulier militaire) au sein de l'OCS, pour répondre à cet affaiblissement du multilatéralisme de l'ONU.

La 2^{ème} guerre du Golfe 2003. Le triomphe du mensonge et de l'hubris américano-britannique,

L'UE divisée et inexistante. Extension de la menace terroriste dans son flanc sud.

L'ONU méprisée : la Russie et la Chine humiliées se rapprochent.

L' UNSCOM ne pouvant plus retourner en Irak, l'ONU créa une nouvelle commission l'UNMOVIC (United Nations Monitoring, Verification and Inspection Commission) avec pour mission , en attendant un éventuel retour en Irak, d'analyser et présenter au Conseil de Sécurité les résultats d'ensemble des 8 années d'inspection, que l'UNSCOM n'avait que partiellement exploités, afin que le Conseil de Sécurité puisse dès que possible avoir une opinion objective de l'éventuelle existence résiduelle d'armes de destruction massive (ADM).

Cette nouvelle commission internationale se mit à analyser ainsi plus de 2 millions de pages de rapports d'inspection dont la majorité « dormaient » dans les armoires, et présenta chaque semaine l'avancée de ses travaux au CS de l'ONU. Au fil des mois il apparut progressivement que si dans tel ou tel domaine (chimique, biologique ou missiles) on n'arrivait pas tout à fait à zéro dans le décompte des armes consommées (soit entre 1980 et 88 contre l'Iran, soit détruites en 1991 par la 1^{ère} coalition occidentale) , additionnées des armes détruites par les 8 années d'inspections/destructions, du moins les quelques incertitudes résiduelles étaient infimes par rapport aux stocks initiaux (par exemple entre plus ou moins 100 obus chimiques introuvables sur les 68 000 du stock de départ, idem pour les roquettes, etc..)

On était loin d'une « menace planétaire » comme nous le matraquaient les télévisions américaines en 2002, et plus l'UNMOVIC avançait dans ses travaux en 2001 et 2002, plus il apparaissait que les 8 années d'inspections internationales de l'ONU avaient tout éliminé.

Il se trouve précisément que le rédacteur de ces lignes était « l'adjoint analyse » du chef de l'UNMOVIC, l'ambassadeur suédois Hans Blix, et donc responsable de lui fournir les synthèses hebdomadaires de la division d'analystes internationaux, présentées ensuite au Conseil de Sécurité, en matière d'ADM chimiques, biologiques et missiles.

Or pour les anglo-américains il fallait absolument recréer « la menace de Saddam ». Alors la CIA venait tous les quinze jours nous voir avec des renseignements satellitaires « top secret », pour nous montrer un prétendu shelter/laboratoire biologique surpris dans le désert, ou d'autres informations sensationnelles, mais le plus souvent fabriquées, ou « manipulées », aux dires même des experts américains de l'UNMOVIC !

S'agissant du dossier des ADM biologiques, nous étions en contact régulier avec un biologiste britannique, David Kelly, ancien inspecteur en Irak, qui venait mensuellement à New-York s'informer de l'avancée de nos travaux, afin d'en rendre compte à Londres. Sérieux et d'une grande honnêteté intellectuelle, il fut assez vite convaincu que le dossier « biologique » était vide, et s'en ouvrit probablement imprudemment à son retour à Londres. Identifié comme la source d'un journaliste de la BBC qui avait affirmé que le gouvernement avait enjolivé les informations des services de renseignement concernant la présence d'ADM en Irak pour justifier l'entrée en guerre contre le régime de Saddam Hussein, il subit de la part des autorités britanniques une pression telle, qu'on le retrouva « suicidé » ...officiellement. Cette affaire déclencha d'ailleurs un scandale d'état sous Tony Blair.

Chacun se souvient de la petite fiole d'anthrax brandie par Colin Powell, qui ne convainquit pas grand monde dans l'ancienne « Europe de l'ouest » mais grâce à laquelle en revanche, de nombreux pays de l'est virent leur participation - même symbolique - à la guerre anglo-américaine comme un certificat de bonne conduite pour leur éventuelle future entrée dans l'OTAN : Lettonie, Estonie, Roumanie, Albanie, Bulgarie, Ukraine, Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan.

L'UE fut non seulement inexistante, mais elle s'en trouva divisée puisque le « Groupe de Vilnius » choisit l'Amérique plutôt que l'Europe.

La guerre eût bien lieu, une nouvelle fois sans mandat de l'ONU, sans tenir compte de la France, de la Russie et de la Chine (membres permanents du CS) ; l'Irak fut envahi et toute sa structure militaire, politique et administrative (majoritairement sunnite) fut démantelée, au profit d'une représentativité plus proportionnelle, beaucoup plus favorable à la majorité chiite de la population. Les années de guerre civile qui s'ensuivirent, entraînèrent la montée en puissance de l'État Islamique appuyée sur les ex-élites irakiennes sunnites de Saddam Hussein (officiers, sous-officiers, cadres civils, ingénieurs, professeurs, etc..).

Après 8 années de guerre et de terrorisme en Irak, les États-Unis se retirèrent fin 2011, laissant derrière eux le pays ravagé et détruit (plus de 500 000 morts), et l'islamisme renforcé dès 2012 en Syrie pour devenir finalement l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) ou Daech.

L'Amérique légua ainsi au monde une nouvelle déstabilisation du Moyen-Orient avec de nombreux foyers de guerres (Syrie, Libye, Yémen, Irak) et fit « bénéficiaire » l'Europe de l'extension très significative de la menace islamo-djihadiste dans toute sa façade méditerranéenne qui s'étendra en Afrique jusqu'au Sahel, profitant du chaos laissé par la révolution libyenne et l'intervention de la coalition contre Kadhafi (à laquelle il faut bien reconnaître que la France prit une grande part).

La stratégie nucléaire américaine, menace potentielle pour l'Europe.

A partir de 1987 s'engagea entre Moscou et Washington une spirale vertueuse avec la signature du traité INF sur le démantèlement des armes nucléaires à portée intermédiaire en Europe (500-5500 km, SS-20 et Pershing-II), bientôt suivie des négociations START (armes stratégiques intercontinentales) et du traité SORT de réduction des 2/3 du nombre de têtes nucléaires de part et d'autre. Le tout aboutissant en 2010 à la signature du nouveau traité START fixant à 1550 le nombre d'ogives et 700 lanceurs pour chacun des deux signataires, et arrivant à échéance renouvelable en 2021.

L'Europe ne pouvait que se féliciter de ces mesures de réduction des armements nucléaires, en particulier s'agissant du traité INF qui éloignait pour elle le spectre de servir de champ de bataille nucléaire. De même la Russie, qui, dans sa difficile situation économique post-soviétique, trouvait là un intérêt économique vital à un nouvel équilibre des armements « par le bas », après sa catastrophique tentative de suivre « par le haut », les États-Unis dans le bluff de la ruineuse « guerre des étoiles » de Reagan.

Mais dans le même temps, inquiets de la montée en puissance nucléaire de la Chine, les États-Unis se retirèrent unilatéralement en 2001 du traité ABM qui limitait drastiquement les systèmes anti-missiles balistiques, et le président George W Bush présenta ce retrait comme une première étape vers la mise au point et le déploiement d'un bouclier de défense anti-missiles destiné selon lui à protéger les États-Unis et ses alliés, dont la Russie (Sic) , d'une attaque de missiles tirés par des «États voyous» , mentionnant notamment l'Iran, la Corée du Nord ou la Somalie (re-Sic !).

Ce système qui prévoyait de compléter les ensembles de Californie et d'Alaska par l'installation d'un bouclier anti-missiles en Pologne et en République tchèque, fut assez vite contesté fortement par la Russie , qui y vit une mise en cause de sa propre dissuasion nucléaire devant sa porte ; par ailleurs, il présentait aussi « l'avantage » de diviser un peu plus le vieux continent entre la vieille Europe (Allemagne et France en particulier) et la nouvelle Europe (de l'est) tout acquise à la cause américaine.

Finalement en 2009 le président Obama annula ce plan de déploiement...en apparence, car en réalité il fut remplacé par un autre système (de défense antimissile de théâtre TBMD), à l'étude dans l'OTAN depuis 2001. De sommet en sommet de l'OTAN, ce système évolua dès 2010 en une véritable architecture globale de défense antimissile balistique en Europe (BMDE), non plus seulement de théâtre, mais couvrant tous les territoires des pays européens de l'OTAN.

Pour tenter d'apaiser ses craintes, la Russie fut associée dès le début, au projet de TBMD, à travers le Conseil Otan-Russie (COR) mais à partir de 2010 (décision du sommet de l'OTAN de Lisbonne entérinant l'élargissement de la TMD en une véritable BMDE) elle dénonça cette évolution fondamentale comme équivalant de facto à un retour déguisé au projet initial de G W Bush pourtant annulé par Obama.

Elle ne pouvait en effet y voir rien d'autre que le déploiement d'un système destiné à rendre une frappe russe en retour impossible en cas d'une première frappe nucléaire américaine stratégique (voire tactique).

De plus, l'assurance lui fut été donnée que les sites de lancement des missiles antimissiles balistiques (ABM) ainsi déployés devant sa porte, pour « contrer une menace iranienne », ne pourraient jamais être retournés en sites offensifs contre son territoire tout proche. Mais la Russie constata dès l'implantation par l'OTAN des premiers lanceurs (MK 41) de missiles ABM en Roumanie en 2013, que ceux-ci pouvaient tout aussi bien servir à tirer des missiles Tomahawk contre son territoire (de portées supérieures à 2000 km selon les versions) en contradiction flagrante avec le traité INF toujours en vigueur à l'époque.

Devant la remise en cause de sa capacité de frappe en second, base de sa dissuasion nucléaire stratégique, augmentée de la menace potentielle présentée par les capacités offensives des lanceurs standardisés MK 41 (aussi bien embarqués, qu'en silos au sol) , la Russie réagit en suspendant toute coopération au sein du COR fin 2013, donc dès avant l'affaire de la Crimée en 2014, laquelle sera ensuite utilisée par l'OTAN pour justifier – a posteriori – la protection BMDE de l'Europe face à la nouvelle « menace russe » ; exit la menace iranienne ... (d'ailleurs jugulée dès 2015 par l'accord de Vienne).

A partir de 2014 le déploiement s'accélère (3 destroyers Aegis US, plus un radar BMD sur frégate du Danemark, et un au sol au Royaume-Uni) pour aboutir à la mise en service du site Aegis Ashore de Deveselu en Roumanie, en attendant celle imminente du site polonais.

La Russie placée dans l'impossibilité de connaître en temps réel le type de missiles (antimissiles balistiques ou nucléaires offensifs Tomahawk contraires au traité INF) présents dans les lanceurs de la base de Deveselu et dans ceux qui sont à bord des destroyers US navigant à proximité de ses eaux territoriales va s'estimer en droit de déployer à son tour le missile sol-sol Iskander (500km maxi pour la version terrestre « compatible INF ») dans l'enclave de Kaliningrad , pour couvrir en riposte les territoires de la « nouvelle Europe » de l'est.

Avec un budget militaire d'environ 65 Mds de \$, face aux 240 Mds des pays européens de l'OTAN, ajoutés aux 750 Mds des États-Unis, et ne pouvant donc en aucun cas envisager d'opposer au déploiement BMDE américano – otanien, un bouclier ABM équivalent, la Russie va dès lors privilégier la solution beaucoup plus économique de la flèche pour percer le bouclier. L'accélération du développement du missile 9M729 d'une portée officielle déclarée de 480 km, mais dénoncée par l'OTAN comme dépassant les 500 km, entre dans cette logique d'action – réaction.

En 2018, les États-Unis souhaitant se dégager du traité INF pour retrouver leur liberté de manœuvre vis-à-vis de la Chine en tireront argument pour se retirer de ce traité, suivis ipso-facto quelque mois plus tard par la Russie.

La même année, le président Poutine annonçait la mise au point par la Russie d'une panoplie de nouvelles armes stratégiques toutes quasiment impossibles à intercepter, et capables de frapper en n'importe quel point du globe, allant du missile intercontinental « Sarmat » de 11 000 km de portée, à la torpille à propulsion nucléaire « Poseïdon » , en passant par différents missiles de croisière comme le « Bourestnik-9M730 » subsonique mais de portée supérieure au tour de la planète, ou semi-balistiques incluant un planeur hypersonique « Avangard » (Mach 20 à 25), ou encore le missile hypersonique Kinzhal (Mach 10) porté par le MIG 31 . De même est désormais envisagée la création d'une version sol-sol nucléaire du missile mer-sol Kalibr (portée supérieure à 2000km) utilisé avec succès lors de plusieurs frappes conventionnelles russes en Syrie.

Au-delà de l'effet d'annonce recherché, avec la part probable d'exagération concernant la réalité opérationnelle effective à bref délai de toutes ces armes nouvelles, il est certain que la Russie, en réaction à ce qu'elle perçoit désormais comme une double menace nucléaire tactique et stratégique occidentale sur sa propre dissuasion, développera ce qu'elle sait faire de mieux et de plus économique : la flèche tous azimuts contre la cuirasse.

Les conséquences pour l'Europe

Le cycle provocation-réaction est désormais bien lancé, avec un risque sérieux de re-nucléarisation en Europe et de remontée vers un pseudo-équilibre stratégique « haut » voulu par les États-Unis, et accepté par les européens, contrairement à l'équilibre « bas » qu'avaient procuré toutes les mesures de maîtrise des armements jusqu'à la fin des années 90 et souhaitées par la Russie et les européens à l'époque.

Participante active de la politique d'isolement de la Russie et en partie responsable du rapprochement sécuritaire sino-russe par l'OCS, l'Europe par sa soumission pourrait bien, à terme, progressivement glisser de l'actuelle « paix froide » artificielle à une possible future guerre froide réelle avec la Russie.

L'Europe comprendra-t-elle enfin qu'avec ses 500 millions d'habitants, et son budget OTAN de 240 Milliards d'€ (sans compter les 700 Mds de \$ des USA !), c'est elle qui pourrait bien être perçue comme une menace pour une Russie 3 à 4 fois moins puissante avec ses 145 millions d'habitants et son budget six à dix fois moindre de 65 milliards d'€ ? Avons-nous oublié que depuis 800 ans le danger mortel pour la Russie est toujours venu de l'Europe au moment où nous humilions la Russie en ne l'invitant pas en Normandie pour les 75 ans du débarquement allié ?

En rendant un juste hommage aux 10 000 morts alliés du jour J, n'aurions-nous pas oublié les 26 millions de morts de l'Union Soviétique dont 11 millions de militaires ?

Quand l'OTAN joue à se faire peur avec son nouveau fantasme du « couloir de Suwalki » ou en agaçant la Russie dans ses survols de la Baltique, que cherchent les européens ?

Otage volontaire d'un combat américano-chinois pour l'hégémonie mondiale, qui n'est pas le sien, l'Europe est désormais engagée sur la voie potentiellement dangereuse d'un réarmement nucléaire sur son sol et dans ses approches immédiates. La récente disparition du traité INF et les projets américains et russes de « mini armes nucléaires » de théâtre de « faibles » puissances font courir à l'Europe le risque mortel de devenir un jour un nouveau champ de bataille nucléaire, probabilité d'autant plus dangereuse que leurs sanctuaires nationaux respectifs pourraient même être tenus à l'écart.

Conclusion

Divisée entre les « anciens » à l'ouest et les « nouveaux » à l'est, l'Europe par le biais de l'OTAN, se trouve plus que jamais soumise à la protection américaine « grâce » à la menace russe enfin revenue. Cette soumission apparaît même dans le domaine économique où elle se révèle impuissante à tenir ses promesses faites à l'Iran face aux sanctions unilatérales américaines, alors qu'elle devrait justement s'y montrer une puissance économique forte avec ses plus de 500 millions d'habitants. Finalement au lieu de s'opposer fermement à la dénonciation unilatérale de l'accord nucléaire de Vienne par les États-Unis, sa diplomatie se couche et va tancer l'Iran qui avait pourtant respecté l'accord !

L'Union Européenne, politiquement inexistante en matière de sécurité, engluée qu'elle est par le tropisme et le formatage otaniens de la plupart de ses états membres (responsables politiques, diplomates et militaires confondus) et malgré ses quelques bonnes initiatives (AED, CSP, IEI, FED), ne pourra espérer atteindre le statut de véritable puissance diplomatique et militaire, qu'en brisant le cercle vicieux antirusse du piège américano-otanien.

Compte-tenu de ses liens particuliers avec la Russie et de sa relative indépendance vis-à-vis des États-Unis, la France, aidée de l'Allemagne, est le seul état européen qui puisse montrer la voie d'un véritable rapprochement avec la Russie.

Non seulement elle le peut, mais elle le doit.

Forte des liens historiques qui l'ont liée à la Russie dans les moments difficiles de son histoire - lorsque fin août 1914 la Russie, à la demande urgente de la France débordée, engagea en hâte la bataille de Tannenberg en Prusse Orientale et en paya le prix fort pour que Paris ne tombe pas, ou encore lorsque de novembre 1942 jusqu'à la victoire de 1945, plus de 40 pilotes français sont venus mourir aux côtés de nos alliés soviétiques - la France doit rapidement prendre des initiatives fortes vis-à-vis de la Russie, voire disruptives par rapport à l'OTAN, pour casser le paradigme pervers dans lequel s'enferme l'Europe jour après jour et provoquer dans les esprits un indispensable et salutaire électro-choc.

Les possibilités tant diplomatico-militaires qu'économiques ne manquent pas, allant de la levée immédiate des sanctions, au gel des groupements de forces terre-air-mer « 30 fois 4 » de l'OTAN, jusqu'à la remise en cause du rôle des États-Unis dans l'OTAN, suivi d'une refonte totale de l'Alliance Atlantique avec le retour d'un vrai partenariat avec la Russie. Autant d'étapes indispensables pour espérer permettre un jour l'émergence d'une véritable Alliance européenne de défense, partenaire à parts égales de la Russie et des États-Unis.

Le contexte est favorable, d'une part avec le Brexit qui voit s'éloigner de l'Europe le « sous-marin » américain, et d'autre part avec l'Allemagne motivée comme jamais pour s'opposer au boycott américain sur le gazoduc russo-européen Nord Stream 2 quasiment terminé.

Les deux états, France et Allemagne, doivent prendre l'initiative même s'ils sont seuls au début, puis s'appuyer sur leurs partenaires de la vieille Europe pour entraîner l'Europe de l'est dans ce vaste mouvement. Le parcours sera difficile, et rude car l'OTAN n'est pas morte, loin de là ; il y aura peut-être des coups à prendre car le « grand frère » quoi qu'il en dise publiquement, risque de s'y opposer de toutes ses forces, mais là est l'enjeu.

L'Europe se fera avec la Russie ou ne se fera pas.

Général (2S) Grégoire Diamantidis, membre du Cercle de Réflexions Interarmées.